

Nègre de l'usine,  
Forçat de la mine,  
Hôte du champ,

# L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!  
Ouvrier prends la machine,  
Prends la terre paysan.  
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française

de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondateur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

## Avis important.

Par mesure de prudence „l'Avant-garde“ ne prendra point d'abonnés; les personnes dévouées qui voudront en soutenir la publication n'auront qu'à envoyer au comp. Pindy la somme dont elles veulent disposer avec ces seuls mots: „Pour l'Avant-garde.“

Des numéros d'essais parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront continuer à recevoir le journal n'auront qu'à renvoyer au comp. Pindy le n° écrit à la main que portait l'exemplaire qu'ils ont reçu.

## Association Internationale des travailleurs.

Fédération française.

(4<sup>me</sup> circulaire aux sections.)

Compagnons,

Nous avons reçu deux documents que nous portons à votre connaissance. L'un émane du „bureau fédéral“ de l'Internationale, l'autre des organisations socialistes belges chargées de la convocation et de l'organisation du Congrès socialiste universel:

### I. Association Internationale des Travailleurs.

Bureau fédéral.

La Fédération jurassienne propose aux autres Fédérations régionales que le Congrès général de notre Association se réunisse cette année dans la ville de Verviers en Belgique. En outre, la section de Vevey propose qu'au lieu de s'ouvrir lundi, 3 septembre, le Congrès ne s'ouvre que 2 ou 3 jours plus tard de manière à ce que la clôture coïncide avec la date d'ouverture du Congrès universel des socialistes à Gand, qui s'ouvrira le dimanche, 9 septembre. De cette façon, les délégués de l'Internationale pourraient se rendre d'un Congrès à l'autre sans perte de temps.

Veillez nous communiquer avant la fin du mois courant, votre opinion sur cette double proposition.

La Fédération espagnole nous transmet les deux questions suivantes, pour être portées à l'ordre du jour du Congrès:

1° Des moyens propres à réaliser le plus vite possible l'action révolutionnaire socialiste, et étude de ces moyens (proposition de la Fédération de la nouvelle Castille).

2° Dans quelque pays que triomphe le prolétariat, nécessité absolue d'étendre ce triomphe à tous les pays (proposition de la Fédération d'Aragon).

Si quelque Fédération désire nous transmettre d'autres questions pour cet ordre du jour, il serait nécessaire de ne pas tarder d'avantage, afin que nous puissions porter au plus vite l'ordre du jour complet à la connaissance de toutes les Fédérations.

Nous avons à vous faire part d'une bonne nouvelle: un certain nombre de sections existant en France se sont constituées

en Fédération française, et nous ont demandé par lettre en date du 1<sup>er</sup> juin leur entrée à ce titre dans l'Internationale. A teneur de l'article 11 des statuts généraux, ce sera au Congrès à prononcer sur cette demande, et vous voudrez bien donner à cet effet à vos délégués les instructions nécessaires.

Recevez, compagnons, notre salut fraternel.

6 juillet 1877.

LE BUREAU FÉDÉRAL.

### II. Congrès général et universel des socialistes en 1877.

Appel à toutes les fractions du socialisme et aux organisations ouvrières de tous les pays.

Les diverses branches régionales de l'Association Internationale des travailleurs, réunies en Congrès à Berne en octobre 1876, — le parti démocrate socialiste du Danemark par une lettre d'adhésion de novembre 1876, — la Fédération ouvrière suisse (Arbeiterbund) dans son Congrès, tenu à Neuchâtel, en mai 1877 — le parti démocrate socialiste d'Allemagne dans son Congrès à Gotha en mai-juin 1877 — et les diverses organisations socialistes belges dans leurs récentes assemblées, ont résolu de prendre part à un Congrès général qu'ils ont décidé de tenir en Belgique dans le courant de la présente année et auquel ils engagent les organisations socialistes ouvrières de tous les pays à envoyer des délégués.

Les préparatifs du Congrès et le choix de la ville où il devait avoir lieu, ayant été confiés aux socialistes belges, ceux-ci ont décidé que le Congrès universel aurait lieu à Gand, le dimanche, 9 septembre 1877 et les 8 jours suivants.

Socialistes de tous les pays!

Plus que jamais il est temps que nous développions nos idées et nos principes; et plus que jamais il est temps que nous établissions l'union entre tous ceux qui veulent l'émancipation du prolétariat. Si notre ligne de conduite peut différer, si nos moyens peuvent être divers, notre but à tous n'est-il pas le même? Ne voulons-nous pas tous que les fruits du travail appartiennent enfin à ceux qui les produisent, et que le bien-être et la justice régner sur le monde? Tâchons de nous rapprocher et de nous entendre, sinon pour suivre le même chemin (ce qui n'est pas toujours possible), au moins pour arriver ensemble et plus vite au résultat que nous poursuivons tous.

Le Congrès universel de 1877 a précisément pour objet de chercher à établir ce rapprochement et cette entente désirables, par la discussion de quelques unes des questions les plus vitales et les plus urgentes. Nous avons donc lieu d'espérer que toutes les organisations socialistes et ouvrières de tous les pays, — cercles d'études, de propagande et d'enseignement mutuel, groupes corporatifs, syndicats ou Trades-unions, colonies et associations coopératives s'efforçant d'appliquer dès maintenant quelques-unes des données du socialisme, partis socialistes constitués pour l'action politique et fédérations ouvrières constituées pour la lutte économique, pour le soutien mutuel, — auront à cœur d'envoyer des délégués au Congrès de Gand.

Voici quelles sont jusqu'à présent les questions mises à l'ordre du jour du Congrès par divers groupes adhérents:

1° Pacte de solidarité à conclure entre les diverses organisations ouvrières et socialistes.

2° De l'organisation des corps de métier.

3° De l'attitude du prolétariat à l'égard des divers partis politiques.

4° Des tendances de la production moderne au point de vue de la propriété.

5° De la création d'un bureau central de correspondance et de statistique ouvrière, qui réunirait et publierait les renseignements relatifs au prix de la main-d'œuvre, au prix des denrées alimentaires, aux heures de travail, aux règlements des fabriques, etc.

6° De la valeur et de la portée sociale des colonies communistes, des sociétés coopératives et autres expérimentations socialistes instituées et fonctionnant dans différents pays.

Les groupes auraient d'autres questions à proposer sont invités à en faire tenir la formule à l'une des adresses ci-dessous, avant le 1<sup>er</sup> août prochain; nous croyons néanmoins devoir engager ces groupes à ne proposer que des questions d'une réelle importance ou d'une grande urgence, afin de ne pas trop surcharger l'ordre du jour du Congrès. Les citoyens qui auraient l'intention de donner des conférences ou de provoquer des meetings pendant la durée du Congrès et en dehors des séances officielles de celui-ci, sont également priés d'en faire connaître d'avance le sujet, si c'est possible; mais il n'y a pas lieu pensons-nous, de fixer ici une date limite pour l'envoi de ces communications.

Au nom des diverses organisations socialistes adhérentes au Congrès :

Pour le parti socialiste belge,  
*Le Secrétaire du parti:*  
E. van BEVEREN,  
rue Courte du Bateau, 10, Gand.

Pour l'Union ouvrière belge,  
*Le Secrétaire de la Chambre du travail  
de Bruxelles:*  
L. BERTRAND,  
rue Jolly, 130, Schaarbeck lez-Bruxelles.

Pour la Fédération belge de l'Association  
internationale des travailleurs,  
*Le Secrétaire du Conseil régional:*  
PH. CENEN,  
rue de Mai (Meistraat), 6, Anvers.

En résumé, Compagnons, les membres de la Fédération française ont à prendre part à deux congrès différents pendant le cours du mois de septembre: l'un aura lieu le 3 ou le 6 septembre, c'est le Congrès annuel de l'Association internationale des travailleurs qui se réunira probablement à Verviers; l'autre se tiendra à Gand, le 9 septembre et auquel prendront part plusieurs groupes socialistes qu'ils fassent ou non partie de l'Internationale. Préparons-nous donc par l'étude des questions qui figurent à l'ordre du jour du Congrès général et à celui du Congrès socialiste universel.

Salut et solidarité!

Pour la Commission administrative de la  
Fédération française,

*Le Secrétaire correspondant:*  
L. PINDY, fondateur.

## Le pacte de solidarité.

Les élections fameuses sont renvoyées à deux mois; on les fera, à ce qu'on assure au mois de septembre. Le gouvernement clérical lime, graisse, nettoie, tous les ressorts de la candidature officielle des grands jours de l'empire, les 363 se démentent comme des diables dans un bénédictier, et, nos amis, lentement, péniblement, mais sûrement, poursuivent dans l'ombre leur travail d'organisation révolutionnaire. Les tempêtes parlementaires et, le cas échéant, les cyclones des rues sont renvoyés à la fin du mois de septembre. La rédaction de *l'Avant-Garde* est donc condamnée à rester pendant deux mois l'arme au pied, au moins en ce qui concerne les affaires de France. A l'étranger au contraire pendant ces deux mois deux Congrès généraux vont avoir lieu dont l'importance n'échappera à personne: le Congrès de l'Internationale et le Congrès socialiste universel. A l'ordre du jour de ces grandes assises du prolétariat figurent des questions qu'il faut étudier et parmi elles, surtout une qui frappe les imaginations par les espérances qu'elle fait naître, les craintes qu'elle met en jeu; nous voulons parler de la conclusion d'un « Pacte de solidarité entre les différentes organisations ouvrières socialistes ».

Les groupes ouvriers en France sont en effet profondément divisés entre eux. Tandis que d'immenses sociétés ouvrières comme les « Trade-unions anglaises », « l'Union ouvrière belge », les « syndicats français » poursuivent la lutte économique ne faisant de la politique que par accident, quelques associations avec le « Parti démocrate socialiste allemand », « l'Arbeiterbund » suisse poursuivent la conquête du pouvoir politique, et d'autres, la plupart des « Fédérations de l'Internationale », cherchent, par la propagande théorique et pratique, pacifique ou armée, à augmenter leurs forces, par l'organisation ou les grouper, afin de pouvoir les lancer, le moment venu, à l'assaut de toutes les forteresses du capital et du privilège. Qui plus est, grâce à ces divergences de principe une polémique d'une vivacité extrême s'est déchaînée ces derniers temps entre les organes des divers groupes ouvriers, violente surtout entre les internationaux et les démocrates-socialistes, c'est-à-dire entre les autoritaires et les anti-autoritaires. Il n'est pas jusqu'aux groupes du même parti qui ne se fassent la guerre. Guerre entre les anti-autoritaires partisans de la propagande théorique, et les anti-autoritaires partisans de la propagande par le fait, guerre en Amérique, en Allemagne entre différentes nuances du parti étatiste, guerre continuelle en un mot, entre tous, toujours et partout.

Ne pourrait-on pas, se sont demandé quelques amis de la conciliation, mettre fin à ces luttes? Si nous sommes divisés sur les moyens, ne sommes-nous donc point d'accord sur le but à atteindre? Ne voulons-nous pas tous la même chose? la chute de la puissance bourgeoise, l'avènement du prolétariat; la destruction de tous les monopoles, le règne de la justice, du travail, celui de la vérité? Et dans le choix des moyens lui-même, ne sommes-nous donc pas convaincus les uns et les autres que la bourgeoisie ne cédera pacifiquement à aucune revendication légale et qu'il faudra pour la soumettre en venir tôt ou tard fatalement aux mains? Convaincus, tous, de ces vérités, ne pouvons-nous pas aller d'un pas ferme vers le but commun que nous poursuivons, tout en marchant sur les routes différentes qui y convergent, sans tirer mutuellement sur nos troupes par dessus les abîmes qui séparent les différents chemins que nous suivons? Dans cette ascension pénible pour tous, ne pourrait-on pas quand un de nous trébuche lui tendre à la fois, des deux côtés de l'abîme, une main secourable? Ne pourrait-on pas avoir les mêmes blessés sur des champs de bataille différents et le même drapeau, le rouge! dans les divers combats?

Et que faudrait-il pour réaliser cette pacification désirable, — ajoutent les partisans de la conciliation? — Un peu de tolérance mutuelle seulement.

Nous sommes tous en présence de la bourgeoisie, en face de sa puissance qu'il faut abattre. Eh bien! que chacun attaque l'organisation bourgeoise par le point de cette organisation qui lui paraît le plus faible. Les démocrates socialistes allemands demanderont leurs moyens d'agitation à la participation quotidienne à la politique légale. Ils agiteront autour de leurs candidats-ouvriers, par leurs députés, au moyen de leurs pétitions, de leurs recours aux tribunaux, de leur vote pour les lois sur les fabriques! Les internationaux attaqueront résolument l'Etat, ce contrefort du monde bourgeois. Ils délaisseront les urnes impuissantes, transformeront les tribunaux en tribunes quand ils y seront entraînés, agiteront les masses, la parole ardente aux lèvres, la plume ou l'arme à la main, et en vue de la révolution, grouperont les énergiques. Aux uns, le soin de pénétrer lentement les masses, goutte à goutte; aux autres le devoir de mener les résolus au combat. Division du travail! Spécialités pour tout dire! Moyens dif-

férents, mais concourant à définitive au même but ! Autrement dit, *autonomie complète* de tous les groupes, démocrates-socialistes d'Allemagne, Arbeiterbundiens suisses, Trade-unionistes anglais, syndicaux parisiens, internationaux de France, d'Espagne, de Belgique, de Suisse et d'Italie !

Ces raisons données, il reste, si on les trouve bonnes, trois moyens de conclure le pacte qui scellerait la réconciliation :

Voici pour le premier :

On connaît la largeur des statuts actuels de l'Internationale ?

Art. 3. Les fédérations et sections composant l'association conservent leur complète autonomie, c'est-à-dire le droit de s'organiser selon leur volonté, d'administrer leurs propres affaires sans aucune ingérence extérieure, et de déterminer elles-mêmes la marche qu'elles entendent suivre pour arriver à l'émancipation du travail.

Cet article scrupuleusement observé, nous ne voyons pas, — disent les partisans de la conciliation — ce qui empêcherait toutes les organisations ouvrières existantes de faire partie de l'Internationale au lendemain du Congrès socialiste universel ?

Faites leur observer que cet article fut voté au Congrès anti-autoritaire de Genève (1873) et que pour les autoritaires le souvenir de ce congrès est le souvenir d'une défaite; qu'aller à l'Internationale qui existe, est s'avouer vaincu, mettre les pouces, et que cela, les Marxistes ne le feront jamais; immédiatement les amis de la conciliation vous supplieront de faire la part des travers de la nature humaine. La réconciliation vous diront-ils vaut bien la peine que l'on fasse le sacrifice d'un nom, d'un mot, d'une étiquette !

« Fondons — s'écrieront-ils — une nouvelle Internationale et souvenons-nous des principes autonomistes lorsque nous en rédigerons les statuts ! »

Voilà le second moyen. Voici le troisième :

Rappelez-leur un nouvel inconvénient: les lois draconniennes édictées dans les différents pays contre l'Internationale; montrez-leur l'impossibilité pour les syndicats français, pour le parti allemand, de faire publiquement partie d'une société internationale quelconque en présence de leur ferme volonté de rester sur le terrain de la légalité? Ils ne se tiendront pas pour battus.

« Que faire alors? demanderez-vous ?

« Quelque chose » risposteront-ils. « Un rapprochement. »

Cessation complète d'hostilités de toutes parts. Fin des polémiques. Trêve aux insultes. Etablissement de relations amicales de plus en plus larges et réunion annuelle d'un Congrès socialiste universel.

Donc en résumé, trois moyens de réconciliation. Entrée dans l'Internationale telle qu'elle existe — création d'une organisation internationale nouvelle — simple rapprochement amical.

De notre côté, nous avons cru longtemps à la possibilité d'une conciliation quelconque. Lorsque l'idée en fut jetée dans le monde socialiste, au lendemain de l'enterrement de Michel Bakounine, nous l'accueillîmes avec enthousiasme; dans les réunions, dans la presse, partout, nous la défendîmes cette idée qui nous était chère avec, rage, avec passion, disons le mot: avec fureur. Nous n'y croyons plus. L'expérience a parlé. Au moins avec le parti autoritaire, toute conciliation, tout rapprochement est impossible. Avec ce parti la lutte au contraire est une nécessité.

Nous allons avoir l'ennui d'essayer de faire passer dans l'esprit de nos lecteurs nos conclusions désespérantes.

Si nous nous transportons par la pensée au lendemain du Congrès de Genève (1873) les conclusions des partisans actuels de la conciliation semblent réalisables. Les différents partis socialistes sont parqués

dans différents pays. Les démocrates-socialistes autoritaires sont maîtres en Allemagne, dans la Suisse allemande, en Amérique... etc... En France, en Espagne, en Russie, en Belgique, en Italie, dans la Suisse jurassienne les anti-autoritaires sont tout puissants. Alors non seulement l'autonomie, mais le « chacun chez soi, chacun pour soi » était devenu possible. Chaque organisation dans son milieu a son ennemi en face dans son gouvernement. On s'isole pour combattre. Si les anti-autoritaires sont unis dans l'Internationale, si les autoritaires sont unis par la société secrète de communistes allemands, ces deux grands partis n'ont plus entre eux aucune relation, ni bonne, ni mauvaise. Pour qu'une coexistence amicale soit possible, sinon une organisation commune, il suffit de faire deux déclarations: d'avouer que les circonstances varient avec les pays telle organisation, tel mode d'action, excellents en Italie seraient déplorables en Allemagne et *vice-versa*. De reconnaître que nul n'est meilleur juge que les ouvriers d'une région de l'organisation qu'il faut accepter, des moyens d'action qu'on doit mettre en œuvre, dans cette région.

Au moment où nous traçons ces lignes, les situations sont changées. Nous le démontrerons en peu de mots.

L'application du principe autoritaire et centralisateur au sein de l'Internationale avait eu une conséquence immédiate: l'explosion des revendications autonomistes. Cette conséquence avait eu pour résultat la mort de l'organisation Internationale autoritaire. L'Etat ouvrier à peine triomphant à la Haye (1872) se disloque; après 1873, le Congrès, chambre autoritaire ne se réunit plus et au-delà des mers, à New-York, le Conseil général, pauvre gouvernement, agonise.

Forcés à l'isolement, refoulés sur leur territoire national, les suisses allemands, les allemands, s'organisent. Ils fondent l'*Arbeiterbund*, le *parti démocrate socialiste*. Sur qu'elles bases? Evidemment, d'une manière conforme à leur idéal; en Etat ouvrier fortement centralisé, gouvernemental, autoritaire. La même tentative devait amener le même résultat.

Ce que l'on pouvait ainsi prévoir est arrivé. L'introduction du principe autoritaire produit dans l'*Arbeiterbund* et dans le parti allemand le même résultat qu'il a produit jadis au sein de l'Internationale: une explosion de revendications autonomistes.

En Suisse, dans l'*Arbeiterbund* (union ouvrière), les meilleurs éléments, les plus jeunes, souffraient d'une dictature d'autant plus insupportable qu'elle s'incarnait dans un aussi déplaisant personnage que le rédacteur de la *Tagwacht*, M. Greulich. — En Allemagne, dans le *parti démocrate-socialiste* (Social-demokratischer Partei), tous les ouvriers libéraux râlaient sous l'oppression d'une bureaucratie ouvrière savamment greffée sur la masse à émanciper et s'émancipant à ses dépens. — En Amérique, situation analogue.

En Suisse, en Allemagne, en Amérique, tout men songe étant protégé par cette barrière, la différence de langage, on entretenait tous les ouvriers dans une horreur profonde des Proudhoniens, des anarchistes, des Bakounistes, des anti-autoritaires... etc... En Suisse, en Allemagne, en Amérique, les révoltés, sans la trouver, cherchaient leur voie. Mais à la suite de la tentative de conciliation faite au lendemain de la mort de Bakounine, les autonomistes vus de près furent mieux connus. Un voile se déchira et le mouvement anti-autoritaire prit feu comme une trainée de poudre: en Suisse, des sections de langue allemande s'organisèrent, une feuille anarchiste allemande l'*Arbeiterzeitung* se fonda; cette feuille pénétra bientôt en Allemagne et bientôt, pour la première fois dans des réunions marxistes, des ouvriers anarchistes de langue allemande demandèrent la parole.

L'isolement, le « chacun chez soi », l'autonomie forcée d'il y a quelques années est-elle encore possible? En pareille occurrence comment pourrait exister en Allemagne une conciliation quelconque entre le parti allemand autoritaire et le parti allemand anarchiste en voie de formation? A une seule condition. Il faudrait que le parti autoritaire tolérât ce mouvement de sécession qui diminue continuellement ses forces, autrement dit que le parti autoritaire devint anti-autoritaire ou pour mieux dire qu'il se suicidât.

Il préfère vivre. Ces groupes il les combat; il les combat à outrance; et il les combat qu'ils soient anarchistes, étatistes, Lassaliens, Durhingiens, ... etc. ... Il lui suffit qu'ils ne se soumettent pas à son omnipotence. En Suisse, la *Tagwacht* traite de feuille policière l'*Arbeiterzeitung*; au Congrès de Neuchâtel les délégués de l'*Arbeiterbund* votent une proposition qui chasse de cette société, de ses corps de métier, des ses caisses de résistance et de secours mutuels, tout ouvrier faisant partie d'une organisation différente. En Allemagne un député ouvrier, M. Fritsche, soufflète un malheureux soupçonné d'être un correspondant de l'*Arbeiterzeitung* et on chasse des réunions mêmes publiques les ouvriers anarchistes qui demandent la parole.

Et quand la guerre éclate, fatale, entre nos amis et nos ennemis, pouvons-nous rester neutres? Evidemment, non.

Mais voici un argument plus concluant encore. Aujourd'hui, si le parti autoritaire ne nous faisait pas la guerre, nous la lui ferions.

Lors même que le parti autoritaire, confiant dans la force qu'il puise dans un programme terre à terre, simple, copie sur le programme bourgeois, supporterait sans se plaindre ces amputations successives faites à son organisme, la paix ne serait pas assurée.

Le parti autoritaire, notre ami aujourd'hui, serait grâce à son programme étatiste notre ennemi de demain. Que veut-il, en effet? réaliser l'Etat ouvrier, « faire marcher — non seulement la France — mais le monde ouvrier » comme il fait cheminer maintenant les naïfs qu'il embrigade. Si jamais cet Etat s'établissait, nous aurions à le combattre. Puisqu'il faudrait le combattre, nous devons commencer dès aujourd'hui. Si nous ne dénonçons pas au peuple maintenant les dangers que ce parti porte dans son manteau, nous nous faisons son complice. Si nous nous taisons aujourd'hui, nous perdons le droit de parler demain. S'il faut enfin que le peuple subisse toutes les stations de son affreux calvaire, tâchons de rendre sa course plus rapide; qu'il ne s'arrête pas un siècle à la plus pénible peut être, à l'Etat ouvrier; si le parti autoritaire doit réaliser son rêve « la conquête du pouvoir politique » il est bon qu'il arrive à ce pouvoir affaibli, diminué, amoindri, presque mort dans son principe et dans ses hommes.

Il serait absurde que le parti autoritaire acceptât la conciliation. De sa part, elle serait une bêtise; de la nôtre, une trahison.

Oui nous sommes pour un pacte de solidarité, pour un rapprochement, pour tout ce qu'on voudra, mais nous ne croyons de conciliation possible qu'avec les partis qui acceptent comme nous le mot *Autonomie* et non seulement dans un programme commun général, mais aussi dans leur propre programme, dans leur programme spécial.

---

Nous connaissons maintenant quelques détails sur l'affaire de Céséna :

La sœur d'un ami, jeune femme professant nos idées (chose soit-dite en passant peu rare en Romagne où, à cause même du long gouvernement des calotins, les préjugés religieux sont maintenant moins enracinés qu'ailleurs) était morte.

Nos amis, les internationaux de Céséna résolurent de l'accompagner au cimetière avec le drapeau qui, comme on le pense, était rouge *sang-de-bœuf*. En Italie, pour sortir avec un drapeau, il faut obtenir la permission de la police. On pense, si dans les circonstances présentes, l'internationale dissoute, au lendemain de l'acte de Bénévent, on allait laisser le drapeau rouge se balader dans les rues de Céséna! Le cortège donc était en marche. Une musique civile le précédait et faisait entendre ses sons funèbres; venaient ensuite des femmes en deuil, et enfin les 40 membres de la section de Céséna. Tout à coup un de nos amis s'avance pour prendre place, le drapeau rouge en mains. Le signal est donné, tous les mouchards se rassemblent et délégué en tête, s'avancent le revolver d'une main, le sabre de l'autre. Ordre d'abaisser le drapeau. Refus unanime. « Savoie! Savoie! » crient les policiers et les gendarmes, et la bagarre commence. Malgré la foule qui se presse, les femmes qui s'évanouissent, des coup vigoureux sont échangés de part et d'autre. Le drapeau est déchiré, mais il n'est pas pris; des deux cotés il y a des blessés, quoique peu gravement atteints, et, comme nous l'avons dit dans les dernières nouvelles de notre dernier numéro, des arrestations (4 ou 5) ont été faites à la suite et quelques-uns de nos amis, pour se soustraire aux recherches, ont dû émigrer.

---

**France.** — *Paris.* Nous extrayons d'une lettre écrite à un groupe de femmes les quelques lignes suivantes :

„Vous êtes des socialistes, des réformateurs? j'en suis une. J'avais vu, comme vous, toutes les souffrances, toutes les injustices sociales, tout le néant des idées de nos hommes politiques qui veulent refaire une société sans la prendre par sa base.

Après avoir vainement sollicité le concours de femmes plus autorisées que moi, et par leur talent, et par leur âge, et par leur situation, pour organiser un grand mouvement en faveur de l'émancipation des femmes, c'est-à-dire de l'émancipation de l'être humain, car la mère, la sœur, l'épouse, l'amante, gouverne et fait à son gré le caractère de l'homme. Toutes se sont refusées derrière l'opportunité du moment; à bout de patience et ne tenant plus dans un pareil état de choses j'ai fait des appels et . . . . . Comme bien vous le pensez nous ne sommes pas autorisés, on nous sait une poignée de révolutionnaires et l'on nous traque; mais les adhérentes viennent toujours.

Nous sommes tout à fait disposés à nous entendre avec vous, à nous unir à vos travaux; l'entente et l'union nous rendra redoutables et capables d'agir utilement pour le bonheur commun.

Oh! si les femmes de toutes les nations voulaient se solidariser! si elles consentaient à mettre au service du bien, l'ardeur qu'elles déploient pour le mal et la futilité, nous aurions bientôt changé la face de la terre. Au lieu du despotisme, nous verrions régner l'harmonie.

Citoyennes, nous poursuivons le même but que vous; nous avons pris un côté de la question sociale, mais tout se touche, s'enchaîne. Nous sommes avec vous et nous vous envoyons notre plus fraternelle poignée de mains.

En publiant cette lettre, notre souvenir s'envole vers la sublime et l'héroïque Louise Michel. Puisse ce journal lui tomber sous les yeux, puisse-t-elle lire ces lignes, et elle verra que tout n'est pas perdu, qu'elle a laissé des exemples et que ces exemples seront suivis.

*Savoie.* — On nous écrit:

„Grande, grande nouvelle! La Savoie va être envahie! Par qui? par 30 communards! que dis-je? par 30 *internationalistes!* — Tel est le bruit qui circule. Mais, ce qui nous amuse beaucoup, c'est de voir les précautions, les mesures de sûreté que prennent nos autorités. Les postes sont doublés, les gendarmes et les *gardes-je-t'empêche* sont sur pied.

Dimanche, la Société philanthropique française de Genève s'est réunie à Annemasse. Les arcs de triomphe dressés à son intention ont été renversés par ordre de la police. Les orateurs parlaient ayant derrière eux un gendarme. Obéissant aux ordres de l'autorité, messieurs les philanthropes ont été très-moderés et ce n'est que timidement qu'ils parlaient de la république.

Pauvre république bourgeoise! si tu n'as que de pareils défenseurs tu es bien malade! — En attendant les événements, nous fauchons nos foins.

---

L'abondance des matières, nous force à renvoyer au prochain numéro, une correspondance d'Italie, une correspondance très-intéressante de Lyon, et la suite de l'extrait de la brochure du compagnon James Guillaume.